

La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur : entre capitalisme vert et écosocialisme

La crise financière et économique qui a éclaté en 2008 a rappelé que l'histoire du capitalisme est jalonnée de multiples crises d'ampleur variable. En effet, les crises sont essentielles pour que le capitalisme puisse se reproduire, se transformer et s'adapter aux nouvelles conditions de son environnement et «de fait, la manière de sortir d'une crise contient en elle-même les racines de la crise suivante»(1). David Harvey entend par capitalisme « n'importe quel système social dans lequel prédominent de manière hégémonique les processus de circulation et d'accumulation du capital à l'heure de fournir et de configurer les bases matérielles, sociales et intellectuelles pour la vie en commun » (2).

Toutefois, il faut préciser que c'est la civilisation capitaliste qui est entrée en crise, c'est-à-dire une soif d'accumuler chaque fois plus, allant de pair avec un productivisme et un consumérisme infinis, sans prendre en compte les limites physiques de la Terre et donc des ressources naturelles que nous offre la nature. Si les dirigeants des grands pays capitalistes se concentrent sur la crise économique et financière, ces deux crises font partie d'un ensemble de crises – environnementale, énergétique, alimentaire, hydraulique, climatique, culturelle – que l'on pourrait qualifier de rupture civilisationnelle intégrale, c'est-à-dire de l'épuisement d'un modèle d'organisation de la société, qui s'exprime dans les champs idéologique, symbolique et culturel (3).

Le problème est donc beaucoup plus global que la crise économique, financière et environnementale. Pourtant, les gouvernements capitalistes, quelle que soit leur couleur politique, insistent sur la relance de l'économie à travers la croissance pour sortir de la crise actuelle, sans s'interroger sur le fait que cette «mystique de la croissance»(4) pourrait être une des causes fondamentales de la crise de civilisation dans laquelle nous nous trouvons. L'idée de croissance se développe en parallèle à l'expansion de la marchandisation du monde, de chaque sphère de la vie, s'attaquant dans les trente dernières années de néolibéralisme aux biens communs et publics.

Pour répondre à ces problèmes, les gouvernements européens proposent l'unique solution d'un capitalisme vert, en mettant l'économie verte au centre des négociations sur le changement climatique, comme cela a été le cas au sommet qui a eu lieu à Rio en juin 2012, la conférence des Nations unies sur le développement durable. Selon Célio Bermann (5), l'économie verte cherche à substituer aux combustibles fossiles des

énergies renouvelables et des technologies à faible émission de CO₂, c'est-à-dire à « décarboniser » l'économie. Le problème du réchauffement climatique devrait ainsi se régler avec les nouvelles technologies et l'innovation, en remplaçant des énergies polluantes par des énergies renouvelables, comme si les matériaux de ces technologies ne venaient pas de ressources non renouvelables (6). Il est clair que cette stratégie ne remet pas en question le système capitaliste, mais au contraire s'intègre facilement dans celui-ci : ces secteurs généreraient de la croissance économique, donc une accumulation continue de capital pour les entreprises multinationales qui ont les ressources financières leur permettant d'investir dans la recherche et dans ces nouvelles technologies.

Pourtant, même si l'idéologie néolibérale dominante insiste sur l'absence d'alternative et sur le fait que le capitalisme est le seul système qui convienne à nos sociétés, ces crises nous obligent à repenser et redéfinir la relation des sociétés humaines avec la nature (7) et à envisager une politique écologique émancipatrice (8). Le thème environnemental n'est pas neutre politiquement, malgré ce que voudraient nous faire croire certains courants de pensée écologistes (9). Si les valeurs du système capitaliste sont responsables des crises actuelles, et surtout de la crise climatique et environnementale qui menace l'équilibre de la planète, la solution ne peut pas venir de l'application de recettes capitalistes.

Une alternative actuellement en discussion est l'écosocialisme, théorie politique qui cherche à associer le socialisme avec l'écologie politique. La critique du système dominant, en particulier celle du mode de production et de consommation capitaliste, est accompagnée par une prise en compte des menaces sur la planète, sur les écosystèmes et sur la survie de l'espèce humaine que fait peser l'accélération du réchauffement climatique. Selon Michael Löwy, l'écosocialisme est un « courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écosocialistes, la logique du marché et du profit – de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le “socialisme réel” – est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel » (10).

Cet article propose de comprendre la différence entre capitalisme vert et écosocialisme, à partir de l'étude de cas de l'initiative Yasuní-ITT, politique publique proposée par le gouvernement équatorien en avril 2007 et abandonnée en août 2013, conséquence de la pression des lobbys pétroliers et du manque d'intérêt des pays du Nord. L'initiative Yasuní-ITT (Ishpingo-Tambococha-Tiputini) consistait à laisser sous terre 20 %

des réserves de pétrole de l'Équateur situées dans le parc national Yasuní, région possédant une des plus importantes réserves de biodiversité naturelle et culturelle du monde et où vivent deux peuples en isolement volontaire, les Tagaeri et les Taromenane.

En échange de la non-exploitation de ces 850 millions de barils de pétrole et en partant du principe de responsabilité commune mais différenciée en ce qui concerne les dommages environnementaux, principe reconnu par l'ONU, le gouvernement équatorien demandait une contribution financière internationale équivalant à la moitié de ce qu'il aurait pu gagner en exploitant ces réserves, soit 3,6 milliards de dollars avec les prix du pétrole de 2007. Cette initiative aurait bénéficié non seulement à l'Équateur mais aussi au monde entier, puisqu'elle aurait évité l'émission d'environ 410 millions de tonnes de dioxyde de carbone et également la déforestation d'une partie de l'Amazonie. Avec cette politique publique, l'Équateur était devenu un référent mondial dans la préservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique (11).

La force (et la faiblesse) de cette politique est qu'elle pouvait s'adapter aux différents acteurs sociopolitiques nationaux et internationaux selon la façon dont ceux-ci la comprenaient. Dans la première partie de cet article, nous examinerons comment cette politique publique est tombée dans les ornières du capitalisme vert au moment où ont commencé les négociations internationales, et ce d'autant plus facilement que certains acteurs gouvernementaux équatoriens étaient proches de cette idéologie. Dans une seconde partie, nous verrons pourquoi le sens révolutionnaire de l'initiative Yasuní-ITT, passant par une articulation entre urgence écologique et justice sociale, aurait pu constituer une des premières politiques publiques écosocialistes dans le monde.

Les objectifs de l'initiative Yasuní-ITT

Les objectifs de l'initiative Yasuní-ITT étaient contenus dans le fidéicomis, un fonds fiduciaire géré par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui certifiait au projet une légitimité et une légalité internationales nécessaires au moment de négocier avec d'autres entités internationales (États, organisations internationales, collectivités locales, entreprises, etc.). Les négociations autour du fidéicomis, commencées en 2009, ont déclenché une grave crise politique au sein du gouvernement. En effet, en janvier 2010, quasiment toute la commission en charge des négociations internationales, avec à sa tête Roque Sevilla et Yolanda Kakabadse, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, Fander Falconi, ont démissionné après de fortes critiques du président Correa. Les tensions se

concentraient autour du respect de la souveraineté nationale sur ce projet du gouvernement équatorien : la recherche d'une légitimité et d'une légalité internationales ne pouvait pas se transformer en une forme de coopération bilatérale au cours de laquelle les contributeurs pourraient imposer leurs volontés à l'Équateur et décider où devait être investi l'argent.

Cette méfiance envers la coopération internationale peut s'expliquer par les conditions historiques dans laquelle celle-ci s'est développée, surtout avec les organismes internationaux comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Au sein du premier fidéicomis négocié en 2009 par l'équipe de Roque Sevilla, le gouvernement était en minorité, ce qui selon le président Correa mettait en danger la souveraineté nationale quant aux décisions qui allaient être prises. Selon cette vision, l'initiative étant une politique publique proposée par le gouvernement équatorien, les décisions devaient être en accord avec la politique gouvernementale, et notamment avec le plan national pour le « bien vivre ». Mettre l'État équatorien en minorité était un objectif de Roque Sevilla, qui ne voulait pas que le gouvernement puisse contrôler cette politique, notamment parce que Sevilla était en opposition avec les idées politiques de ce gouvernement et se trouvait proche des organisations internationales.

Après cette crise politique, la ministre coordinatrice du Patrimoine, María Fernanda Espinosa, a été en charge des négociations qui ont abouti en août 2010. La souveraineté nationale était garantie, puisque trois des six membres du directoire du fidéicomis appartenaient à l'État équatorien et disposaient, surtout, d'une voix prépondérante en cas d'égalité dans le vote. Le PNUD avait le droit de parole, mais pas de vote. Il était prévu que les contributions internationales fussent principalement destinées à financer le développement de sources renouvelables d'énergie hydraulique, géothermique, éolienne ou solaire, avec l'objectif d'appuyer le plan de transition de la matrice énergétique au niveau national et de réduire progressivement l'utilisation de combustibles fossiles.

Ces différents projets d'énergie propre auraient généré des intérêts au sein du fidéicomis afin de financer cinq types de politiques :

1. éviter la déforestation et conserver de manière effective 44 aires protégées représentant 20 % du territoire équatorien ;
2. reboiser et régénérer de manière naturelle un million d'hectares d'écosystèmes dégradés ;
3. développer une plus grande efficacité énergétique ;

4. commencer le remboursement de la dette sociale de l'État équatorien envers les populations de l'Amazonie, en investissant dans l'éducation, la santé, l'habitat et la création d'emplois dans des activités soutenables ;
5. investir dans la science et la technologie, avec comme objectif de changer à moyen ou long terme le modèle de développement et passer d'une économie exportatrice de matières premières à une société de la bioconnaissance fondée sur les valeurs du « bien vivre ».

Cette politique était ambitieuse, notamment dans l'objectif de changer la matrice énergétique d'un pays qui, bien qu'exploitant et exportant son pétrole, n'en est pas moins un importateur de ses dérivés et en reste dépendant pour la génération d'électricité. Mais elle devait aussi participer à l'effort collectif pour changer le modèle d'accumulation basé sur le secteur primaire et les secteurs d'importation qui ne créent aucune richesse et valeur ajoutée, mais au contraire servent d'intermédiaires et spéculent sur les produits importés. Cette bourgeoisie, qui est qualifiée de « paresseuse » par le gouvernement de la révolution citoyenne, participe à l'inertie économique de l'Équateur, qui a donc beaucoup de difficulté à créer des emplois afin de sortir la population de la pauvreté. Avec l'initiative Yasuní-ITT, le gouvernement avait l'ambition de susciter la création d'emplois dans la région la plus pauvre du pays en matière de revenus, mais la plus riche s'agissant de la biodiversité naturelle et culturelle. Les autres objectifs étaient écologiques : lutter contre la déforestation dans un pays qui avait le plus fort taux de déforestation de la région, conserver des zones entières du territoire et tenter de remédier aux dévastations environnementales passées.

L'initiative Yasuní-ITT était donc une politique publique, qui combinait une vision globale de la société priorisant l'écologique et le social au détriment de l'économique, ce qui pourrait correspondre à une vision écosocialiste de la politique.

L'initiative Yasuní-ITT comme politique publique écosocialiste

Vincent Gay et Michael Löwy affirment que « l'écosocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement, une action hic et nunc, ici et maintenant, autour d'objectifs et de propositions concrètes et immédiates » (12). L'initiative Yasuní-ITT faisait partie de ces propositions concrètes et immédiates. Elle a eu une répercussion mondiale, faisant de l'Équateur un pays avant-gardiste dans la lutte contre le réchauffement climatique.

L'écosocialisme se fonde sur la critique des modes de production et de consommation, et également sur la critique du concept de progrès capitaliste qui porte atteinte à l'environnement et menace à moyen terme

la survie de l'espèce humaine. Jorge Riechmann (13) nous parle d'un conflit de fond entre la forme d'organisation socio-économique qui prévaut et les exigences de protection écologique et sociale, au sens où la course aux profits est plus importante que toute autre préoccupation. Selon Riechmann, « il faudrait chercher la cause fondamentale de la crise écologique actuelle dans la soumission de la nature aux impératifs de valorisation du capital » (14). Ainsi, seule une transformation de cette organisation socio-économique, c'est-à-dire la fin du capitalisme, pourrait arrêter la destruction écologique en cours.

Une première affirmation de l'écosocialisme est que le capitalisme est incompatible avec l'écologie et la protection de la nature dans la mesure où l'expansion du capital, à travers l'augmentation des bénéfices, suppose nécessairement la production d'objets et de matériaux, donc la consommation de ressources naturelles qui sont finies, comme, par définition, les non-renouvelables que sont le pétrole et le gaz. La promesse de justice basée sur la croissance, donc sur l'accumulation infinie de capital, ne peut plus résister aux désastres sociaux et environnementaux actuels.

Ce système capitaliste socialement inégal et destructeur de ressources naturelles s'est étendu à partir de la seconde moitié du xxe siècle en laissant de côté les pays du Sud dont l'appauvrissement va de pair avec la dégradation naturelle et la captation de leurs ressources naturelles. Le meilleur exemple de cette « accumulation par expropriation » (15) est l'accaparement de terres par des États ou des firmes transnationales au détriment des populations indigènes et paysannes.

Les besoins fabriqués, ajoutés aux hauts niveaux de consommation mais aussi à l'obsolescence programmée des objets et produits, débouchent sur une production massive de déchets solides et liquides polluants, ce qui génère de graves conséquences sur la santé des populations et sur les écosystèmes. Un nouveau phénomène apparaît : l'influence chaque fois plus importante des sociétés humaines sur la nature et ses cycles de reproduction, ce qui fait dire à plusieurs scientifiques que nous serions entrés dans une nouvelle ère géologique : « l'événement anthropocène » (16), une nouvelle ère qui remplacerait celle interglaciaire de l'holocène.

Cette nouvelle ère, qui commencerait dans les années 1750 en Angleterre, se caractérise par la capacité des activités humaines à modifier les cycles de la nature, par le productivisme et le changement des sources d'énergie, passant de l'utilisation d'énergies renouvelables (eau, vent, bois) à l'utilisation d'énergies fossiles non renouvelables (d'abord le

charbon puis, à partir du xx^e siècle, le pétrole et le gaz). La seconde moitié du xx^e siècle correspondrait à la deuxième phase de l'anthropocène, qu'Agnès Sinaï appelle la grande accélération :

« L'accélération de l'érosion, la perturbation du cycle du carbone et de la température (dont la hausse prévue au xx^e siècle n'a pas d'équivalent depuis l'ère tertiaire) se produisent dans un laps de temps extrêmement court, soit depuis moins de deux cents ans. Ils caractérisent un nouveau type d'emprise humaine sur la biosphère. » (17)

L'utilisation disproportionnée du pétrole lors de cette période est une des causes de ce phénomène. Cette ressource naturelle, dont l'exploitation est facile et peu chère, est emblématique du xx^e siècle car elle a permis l'essor de l'industrialisation et l'expansion du capitalisme durant la seconde révolution industrielle. Elle a facilité la globalisation des marchandises par des moyens de transport chaque fois plus rapides, amples et de longue distance. Mais la production de pétrole aurait atteint son pic (18). Son exploitation entraîne des désastres environnementaux (19) et les conséquences de sa consommation, notamment l'émission de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, ont des effets de plus en plus importants sur les écosystèmes.

Le pic pétrolier n'est, sans aucun doute, pas le seul problème de la crise énergétique. En effet, nous serions en passe d'atteindre ce que certains appellent le peak all c'est-à-dire la diminution des réserves mondiales de tous les métaux : l'or, l'argent, le cuivre, l'uranium, etc. Ces indicateurs sont des signes précurseurs de la nécessité de réduire notre consommation d'énergie, d'eau et d'objets, puisque la production de nouveaux objets implique l'utilisation de matières premières (renouvelables ou non), plus d'énergie et d'eau, enfin la production de nouveaux déchets.

Avec l'initiative Yasuní-ITT, le gouvernement équatorien a mis au défi le système capitaliste néolibéral à travers la volonté de laisser sous terre la base de cette société thermo-industrielle : le pétrole. Il a mis le doigt sur la dépendance du système à cette ressource pétrolière, puisque l'un des arguments pour ne pas contribuer au fidéicommis était celui de la possible reproductibilité de cette politique dans d'autres pays, ce qui était perçu comme un danger pour la stabilité économique du monde. L'initiative Yasuní-ITT, en tant que politique écosocialiste, nous contraint à imaginer une société post-pétrolière, qui ne serait plus basée sur la simple accumulation de richesses mais sur l'harmonie des êtres humains avec la nature.

Contrairement au système capitaliste, la priorité de cette politique publique n'était pas l'obtention de ressources financières à court terme. Pour mieux comprendre cela, reprenons les concepts marxistes de valeur d'usage et de valeur d'échange, deux dimensions propres à toute production humaine, mobilisées par Bolívar Echeverría (20) dans sa critique à la modernité capitaliste :

« À la base de la vie moderne agit de manière infatigablement répétée un mécanisme qui subordonne systématiquement la “logique de la valeur d'usage”, le sens spontané de la vie concrète, du travail et du plaisir humains, de la production et de la consommation des “biens de la Terre”, à la “logique” abstraite de la “valeur” comme substance aveugle et indifférente à toute réalité concrète, qui aurait seulement besoin d'être validée par une marge de profit en qualité de “valeur d'échange”. » (21)

Tout produit qui se trouve dans le marché a une valeur d'usage et une valeur d'échange. Pourtant, « les valeurs d'usage sont infiniment variées (y compris pour le même article), alors que la valeur d'échange (dans des conditions normales) est uniforme et qualitativement identique (un dollar est un dollar, et même quand c'est un euro il a un type de change connu avec le dollar) »²². Donc, dans le système capitaliste, c'est la valeur d'échange qui donne sa valeur à la marchandise, et non sa valeur d'usage. La valeur d'échange ne prend pas en compte les différents types de travail derrière chaque objet : les différents travaux se retrouvent réduits à une mesure à travers le temps, à laquelle on donne aussi une valeur d'échange. De même, la valeur (ou les valeurs) d'usage d'un objet serve(nt) seulement à augmenter sa valeur d'échange. Selon Bolívar Echeverría, la valeur d'usage permet une vision qualitative de la société, alors que la valeur d'échange a comme unique objectif l'accumulation de capital et, pour cela, va contrôler la valeur d'usage. Cette exigence capitaliste fait que la valeur d'échange est obligée de se multiplier et, ainsi, de se valoriser, alors que la valeur d'usage se voit sacrifiée. Une valeur d'échange importante peut interdire l'accès à la valeur d'usage d'un objet, matériau ou bien commun, pour tout un secteur de la population et ainsi générer des inégalités sociales ou les reproduire. Les meilleurs exemples sont les entrées de la santé et de l'éducation dans les sphères mercantiles.

L'initiative Yasuní-ITT aurait pu être un exemple d'une première application de l'écosocialisme remettant en question la confrontation entre le court terme imposé par le processus de valorisation du capital et le temps plus long des conditions de la soutenabilité, c'est-à-dire le choc entre les temps du capital et ceux de la nature. L'Équateur, à travers le choix de laisser le pétrole sous terre au lieu de l'extraire, avait décidé de

protéger l'importante biodiversité de cette partie du parc national Yasuní au lieu de profiter, de manière quasiment immédiate, du capital économique de son sous-sol. L'initiative proposait une vision non économiciste de la nature, car elle ne mettait pas un prix à la biodiversité du parc Yasuní.

De cette manière, elle privilégiait la valeur d'usage de la biodiversité et des cycles de vie de la nature, au détriment de la valeur d'échange du pétrole. Selon René Ramírez, un des grands apports de l'initiative était de reconnaître la valeur de ne rien faire : il s'agit d'éviter de produire même si on sait qu'on peut le faire (23). Le fait de ne rien faire a une valeur : reconnaître la valeur de la non-accumulation, contrairement à la logique d'accumulation du capital.

L'initiative Yasuní-ITT dans le cadre des négociations internationales

Comme nous venons de le voir, l'initiative Yasuní-ITT est une politique qui remet en cause la logique capitaliste d'accumulation des richesses et d'utilisation des ressources naturelles, notamment en laissant sous terre une partie des réserves pétrolières. Toutefois, le problème pour l'Équateur est qu'une fois décidés son cadre légal et ses objectifs, le gouvernement devient dépendant des autres pays, notamment les pays riches du Nord, afin d'obtenir les contributions internationales souhaitées et nécessaires pour le budget de l'État équatorien. La stratégie de l'équateur pour obtenir ces contributions financières va alors s'adapter à ce contexte international. Il faut d'abord prendre en compte que, lorsque l'initiative Yasuní-ITT entre dans le cadre des négociations internationales, elle commence à échapper au gouvernement équatorien, qui ne se trouve pas dans une position géopolitique lui permettant de remettre en question la géopolitique internationale et le cadre des négociations sur le changement climatique.

Le gouvernement équatorien a choisi de faire de l'initiative Yasuní-ITT une de ses propositions clé pour lutter contre le changement climatique, et la présentait donc comme un exemple dans les négociations internationales contre le réchauffement climatique. Ses deux principaux arguments concernaient la dette écologique et la responsabilité commune – mais différenciée – des États envers le réchauffement climatique.

Le gouvernement équatorien reprenait le concept, reconnu par les Nations unies et le Protocole de Kyoto, de responsabilité commune à l'Équateur et à la communauté internationale : l'État équatorien s'engageait à laisser le pétrole sous terre et à conserver la biodiversité en échange des contributions internationales, surtout des pays les plus

riches car ils sont responsables de la plus grande partie des destructions environnementales. Ces pays doivent assumer leur responsabilité, dans les proportions qui leur correspondent. Cette responsabilité différenciée signifie que les pays riches, les plus industrialisés, ont une dette écologique historique envers les pays les plus pauvres.

La dette écologique permet de renverser le problème de la dette et notamment de qui doit à qui. Elle remet en cause les relations face à la dette et donc les rapports Nord-Sud : si les relations internationales actuelles, basées sur le colonialisme et le néocolonialisme, insistent sur les dettes économiques et financières des pays du Sud envers les pays du Nord – dettes pour la plupart remboursées plusieurs fois – la dette écologique nous indique que ce sont bien les pays du Nord qui ont une dette envers les pays du Sud, notamment en ce qui concerne le changement climatique. La dette écologique et la justice sociale impliquent une lutte contre la distribution injuste des impacts des désastres écologiques – l'exposition aux risques n'est pas également répartie entre tous sur la planète – et aussi une meilleure répartition des bénéfices économiques générés par le modèle que suppose ce changement climatique. Les pays industrialisés se sont enrichis à partir des ressources naturelles des pays de la périphérie, dont la population pauvre a dû affronter les coûts écologiques d'une telle exploitation.

La dette climatique, élément de la dette écologique, peut se décomposer en trois types de dette : la dette d'émission, c'est-à-dire celle qui découle de la pollution par les gaz à effet de serre ; la dette de développement, qui assume que les pays du Sud ont droit aux mêmes opportunités de développement économique que les pays du Nord et doivent avoir accès à la science et aux technologies pour pouvoir lutter contre le réchauffement climatique ; et la dette d'adaptation, selon laquelle les pays les plus affectés par le changement climatique (perte de ressources hydriques, hausse des maladies, baisse de la production agricole, érosion des sols, etc.) pourraient avoir besoin de ressources pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. À cela, on pourrait ajouter aussi la dette liée à la biopiraterie, « qui consiste en un vol des savoirs traditionnels, notamment quant à l'utilisation des semences et des plantes » (24). Pour ne pas reconnaître cette dette, les pays riches argumentent qu'elle est impossible à chiffrer. Pourtant Geneviève Azam affirme :

« La dette écologique des pays industriels n'est pas une dette financière, qui supposerait de surcroît une évaluation économique des biens environnementaux, mais une dette politique qui donne aux pays endettés la responsabilité première de changer de trajectoire. Les transferts financiers sont nécessaires pour réduire les inégalités entre sociétés, mais

ils ne peuvent en aucun cas éteindre la dette écologique et délier les pays industriels vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres. » (25)

Si le président Correa a toujours positionné cet argument de la dette écologique dans ses discours internationaux sur l'initiative Yasuní-ITT, la commission chargée des négociations internationales s'est souvent adaptée à la logique politique des négociations sur le réchauffement climatique, dont le concept central est le capitalisme vert ou l'économie verte.

Dans le système capitaliste, l'objectif est que tous les espaces possibles entrent dans la logique du marché. Cela concerne aussi la nature, par intégrations successives de certaines de ses composantes. Le phénomène a pris une ampleur plus grande avec les décisions prises au cours des négociations internationales de lutte contre le changement climatique. En effet, le nouveau concept central des négociations depuis le sommet de Johannesburg en 2012, l'économie verte, est une réponse capitaliste à une crise capitaliste. C'est une tentative de rénover le concept de développement durable, qui a perdu sa légitimité après sa récupération et son utilisation comme synonyme de croissance économique durable. Un exemple d'application de l'économie verte est le fait de considérer l'Amazonie comme un puits pouvant capturer les gaz carboniques et non à partir de son importance pour la protection de la faune et de la flore, ou encore la reproduction des cycles de vie de la nature. La logique mercantile et la valeur d'échange des services environnementaux sont au-dessus de la valeur d'usage de ces services. L'Amazonie est donc susceptible d'entrer dans le mécanisme REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) ou sur le marché de carbone.

Bien que les États soient centraux dans ces négociations internationales, d'autres acteurs y sont présents, comme les experts, les ONG et les firmes transnationales. Ces dernières ont déployé un puissant lobby pour prévenir l'adoption de mesures trop fortes, que ce soit pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre ou la discussion autour de possibles impôts. Lorsque Ivonne Baki était à la tête de l'initiative Yasuní-ITT, elle avait choisi d'orienter la stratégie de la commission vers le financement de cette politique publique par les entreprises ou les grandes ONG.

Pour le moment, les États préfèrent opter pour les mécanismes de marché plutôt que pour les impôts ou autres alternatives non capitalistes. Un de ces mécanismes est le marché de carbone. Une des critiques faites à ce mécanisme, outre sa logique néolibérale (26), pointe l'absence de sanction de la responsabilité des pollueurs. Les sanctions légales sont remplacées par un prix à payer, et le respect de la loi par des marchés de

services environnementaux. Ce marché est aussi sous le contrôle strict et sous la gestion des pays du Nord, donc des plus grands pollueurs.

En 2008, l'ancienne commission en charge de l'initiative Yasuní-ITT, avec à sa tête Roque Sevilla, proposait d'introduire le projet sur les marchés de carbone existant en Europe et en instance de création aux États-Unis. L'objectif était d'adapter les certificats de garantie Yasuní (CGY) au marché de carbone, la finalité étant de transformer les 407 millions de tonnes de CO₂ en «bons carbone». L'idée était de compter sur un système alternatif de financement du projet au cas où les pays du Nord décideraient de ne pas y contribuer.

Les Européens ont refusé ce mécanisme, car introduire les CGY sur le marché aurait signifié payer pour éviter les émissions quand, au contraire, le marché fonctionne selon la logique de payer pour polluer. Pour Roque Sevilla, partisan du capitalisme vert, ce refus a été une grande déception, mais les organisations altermondialistes et écologistes l'ont perçu avec soulagement. En effet, la logique de l'initiative Yasuní-ITT n'est pas celle de la marchandisation de la nature. À aucun moment, le gouvernement équatorien n'a voulu mettre un prix à la biodiversité du parc national, mais bien un prix sur le pétrole qu'il avait décidé de ne pas exploiter. De fait, il a toujours été clair en indiquant que la biodiversité n'avait pas de prix mais une valeur qui dépasse sa simple valeur en tant que marchandise.

Conclusion

Une des grandes contradictions de l'initiative Yasuní-ITT est que sa construction conceptuelle a été confiée à des écologistes proches de l'écosocialisme ou de l'économie écologiste (tels Fander Falconi ou Carlos Larrea) alors que la conduite de la commission en charge des négociations internationales a été attribuée à des acteurs (Roque Sevilla et Ivonne Baki) en étroite adéquation avec le capitalisme vert. Cette contradiction idéologique était une stratégie pour s'adapter à la géopolitique des négociations sur le réchauffement climatique, un discours trop radical ayant pu faire fuir les éventuels pays contributeurs. Les réseaux de ces acteurs équatoriens ne sont pas les mêmes non plus : Roque Sevilla ou Ivonne Baki ont un important carnet d'adresses au sein d'ONG environnementalistes, des acteurs internationaux faisant partie des négociations internationales ou des entreprises qui parient sur le capitalisme vert.

Le 15 août 2013, par une annonce télévisée au peuple équatorien, le président Rafael Correa, qui avait lancé l'initiative Yasuní-ITT en 2007 et l'avait transformée petit à petit en une politique publique, a mis fin à ce

grand projet. Si on reprend les concepts de Weber, selon le président, sa décision est fondée sur l'éthique de responsabilité envers le peuple équatorien par-dessus l'éthique de conviction : une grande partie de la population équatorienne a des besoins de base insatisfaits (éducation, santé, eau potable, égouts, habitat, etc.) et pour couvrir tout le territoire des services publics de base, de grandes ressources financières sont nécessaires. Ces ressources auraient pu être données par les pays riches du Nord, qui sont ceux qui polluent le plus, mais ils n'ont pas voulu contribuer à ce projet.

Une des raisons pour lesquelles ces États n'ont pas voulu soutenir l'initiative Yasuní-ITT était la possible reproductibilité de cette idée dans d'autres pays, ce qui serait dangereux pour la stabilité du capitalisme mondial, puisque l'expansion de ce dernier est basée sur l'exploitation du pétrole, et en plus d'un pétrole à bas prix. Comme les pays du Nord n'ont pas donné la compensation demandée par le gouvernement équatorien, le président a décidé de profiter des ressources que va générer l'exploitation de ces champs ITT.

Malgré cette décision, l'analyse politique contenue dans cet article est encore d'actualité (27). Bien au contraire, elle laisse la place à un contexte politique encore plus complexe pour les gauches et les mouvements sociaux qui ont pour objectif de mettre en œuvre les concepts développés dans cet article autour de l'écosocialisme. L'initiative Yasuní-ITT aurait pu être une première application d'une politique écosocialiste. C'était un premier pas vers la construction d'un modèle de civilisation qui aurait articulé justice sociale et urgence climatique. Elle représentait aussi une alternative pour remettre en question le modèle extractiviste et aussi une option pour construire une société fondée sur la notion de « bien vivre ».

En effet, le gouvernement équatorien n'a pas réussi pour le moment à changer sa matrice productive et l'économie équatorienne, en particulier les exportations, dépend encore beaucoup des revenus du pétrole, surtout des flux d'argent entrant, l'équilibre de la balance des paiements étant fondamental dans une économie « dollarisée » et donc sans monnaie propre. En Équateur, il existe une tension, présente aussi dans la Constitution, entre développement économique, extension des droits sociaux et protection de l'environnement. Comment peut-on défendre les droits de la nature et lutter contre sa dégradation (une des conséquences de l'exploitation des ressources naturelles) et, en même temps, chercher le bien-être de la population et l'éradication de la pauvreté à travers le développement économique ?

Le problème pour l'Équateur, c'est que son modèle socio-économique actuel est encore basé sur l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles, donc sur son secteur primaire (80 % de ses exportations). Il est évident que, pour le moment, il est impossible d'arrêter l'exploitation des ressources naturelles. La question fondamentale n'est alors pas de savoir si on doit exploiter ou non les ressources naturelles mais plutôt comment concilier les exigences environnementales avec la croissance économique nécessaire pour transformer le pays et fournir les services publics de base à toute la population. Il ne s'agit pas d'opposer le court terme et le long terme, mais de les penser simultanément.

Si le pays veut changer de matrice productive et parier sur les bénéfices – entendus comme valeur d'usage – de sa biodiversité pour se transformer en une société de la bioconnaissance, comme le prévoit le plan national pour le « bien vivre », il est fondamental de s'interroger sur les lieux où devrait se faire cette exploitation afin de ne pas détruire la biodiversité. C'est aussi pour cela qu'il ne faut pas opposer le présent et le futur, car l'Équateur a besoin de protéger sa biodiversité pour la connaître.

La transition vers une société écosocialiste doit se faire à partir d'une planification socio-écologique, dotée de structures de contrôle démocratique, orientée vers la « décarbonisation » de l'économie et des transports, la réorientation de la production énergétique vers les énergies renouvelables, la socialisation des grands moyens de production et leur remplacement à moyen terme par des unités de production plus petites et autonomes. Les grands défis actuels occasionnés par les différentes crises ne seront pas résolus sans renverser la logique du système productiviste (capitaliste) de la maximisation des bénéfices économiques et de la croissance continue. On doit se diriger vers la réorientation écologique de l'économie et de l'appareil productif, tout en réduisant la production et la consommation de biens et de matériels de nos sociétés, ce qui constitue un véritable changement civilisationnel.

Ce changement impose une « démarchandisation » du monde, qui « s'oriente vers la réduction de la sphère du marché en promouvant une stratégie multiple qui voit aussi d'autres formes de relations sociales et d'autres manières de faire face aux besoins humains ; qui rend possible une plus grande efficacité sociale et écologique, et aussi une plus grande satisfaction personnelle » (28).

L'initiative Yasuní-ITT illustre la nécessité de ne pas exploiter les ressources naturelles dans n'importe quel endroit, en particulier les aires protégées et les zones de mégabiodiversité. Elle pourrait servir de modèle aux mobilisations sociales qui se réalisent par exemple en France contre

l'exploitation des gaz de schiste. La priorité n'est pas l'obtention de ressources financières à court terme, mais la conservation des richesses naturelles pour ne pas hypothéquer le futur. C'est ainsi que nous pourrions passer de l'utilisation de la biodiversité comme une marchandise à une vision qui, sortant du capitalisme, la considérerait comme un bien commun mondial.

Notes

1 David Harvey, *Diecisiete contradicciones y el fin del capitalismo*, Quito, Editorial IAEN, 2014, p. 12.

2 Ibid., p. 22.

3 Voir François Houtart, Birgit Daiber, *Un paradigma poscapitalista : el Bien Común de la Humanidad*, Panamá, Ruth Casa Editorial, 2012, et Santiago Álvarez Cantalapiedra, « La civilización capitalista en la encrucijada », dans Santiago Álvarez Cantalapiedra, *Convivir para perdurar. Conflictos ecosociales y sabidurías ecológicas*, Barcelone, Icaria, 2011, p. 17-36.

4 Dominique Méda, *La mystique de la croissance. Comment s'en libérer ?*, Paris, Flammarion, 2013.

5 Célio Bermann, « Economía verde : ¿ una vía para otro mundo posible ? Debates científicos e intereses políticos en torno de Río+20 », *Nueva Sociedad*, n° 239, mai-juin 2012, p. 11-23.

6 Pour une meilleure compréhension, voir la critique faite au capitalisme vert et le thème des technologies de Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2012.

7 Catherine Larrère, Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier, 1997.

8 Fabrice Flipo, *Pour une philosophie politique écologiste*, Paris, Textuel, 2014.

9 Voir Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXIe siècle*, Paris, Les Petits Matins, 1992.

10 Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

11 Pour approfondir sur ce thème, voir Matthieu Le Quang, *Laissons le pétrole sous terre ! L'initiative Yasuní-ITT en Équateur*, Paris, Omniscience, 2012.

12 Vincent Gay, Michaël Löwy, « Alternatives écologistes au capital », *ContreTemps*, n° 12, 4e trimestre 2011, p. 15.

13 Jorge Riechmann, « La Crítica ecosocialista al capitalismo », dans Ángel Valencia (dir.), *Izquierda verde*, Barcelone, Icaria/Fundación Nous Horitzons, 2006, p. 67-112.

14 . Ibid., p. 71.

15 David Harvey, « Le nouvel impérialisme : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, 2004, p. 71-89.

16 Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous, Paris, Seuil, 2013. Ce néologisme a été inventé par le géochimiste Paul Crutzen au début des années 2000. Voir aussi les contributions contenues dans le livre coordonné par Agnès Sinaï (dir.), Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.

17 Agnès Sinaï, « Le destin des sociétés industrielles », dans Agnès Sinaï (dir.), op. cit., p. 32.

18 Le pic pétrolier est une théorie qui est basée, en grande partie, sur le travail du géologue nord-américain Marion King Hubbert, ex-directeur associé de la division de recherche et production de la compagnie pétrolière Shell. Selon sa théorie, l'exploitation d'une ressource naturelle limitée suit le contour d'une courbe en forme de cloche, la courbe de Gauss, arrivant à son maximum quand la moitié de la ressource a été extraite ou exploitée. Hubbert a prédit de cette façon que la production de pétrole atteindrait son sommet et après retomberait aussi vite qu'elle a crû.

19 Voir en Équateur les désastres socio-environnementaux occasionnés par l'entreprise Texaco, rachetée plus tard par Chevron, qui ont abouti à une plainte de communautés indigènes et donc au procès Chevron-Texaco. Voir Maria Aguinda (avec la collaboration de Patrick Bèle), Un brin d'herbe contre le goudron. Quand une Indienne fait triompher la défense de la forêt amazonienne, Paris, Michel Lafon, 2012.

20 Voir Bolívar Echeverría, Modernidad y blanquitud, México, Editorial ERA, 2010 ; Bolívar Echeverría, Valor de uso y utopía, México, Siglo XXI, 1998 ; Bolívar Echeverría, Las ilusiones de la modernidad, México, UNAM/El Equilibrista, 1995.

21 Bolívar Echeverría, Ensayos Políticos, Quito, Ministerio de Coordinación de la Política y Gobiernos Autónomos Descentralizados, 2011, p. 160.

22 David Harvey, op. cit., 2014, p. 31.

23 René Ramírez Gallegos, « Izquierda y "buen capitalismo". Un aporte crítico desde América Latina », Nueva Sociedad, n° 237, janvier-février 2012, p. 45.

24 Vincent Gay, Michaël Löwy, op. cit., p. 11.

25 Geneviève Azam, Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010, p. 185.

26 Voir Larry Lohmann, Mercados de carbono. La neoliberalización del clima, Quito, Abya Yala, 2012.

27 Cet article n'avait pas pour objectif d'analyser les conflits sociopolitiques qui ont surgi de cette décision, surtout avec l'apparition du collectif Yasunidos, dont la base sociale vient principalement de l'ONG Acción ecológica et de jeunes étudiants de classe moyenne

urbaine. La principale demande de ce collectif est que le peuple équatorien décide l'exploitation ou non des champs ITT à travers une consultation populaire et non par une décision de l'Assemblée nationale. Mais il n'a pas atteint son objectif de collecter le nombre de signatures nécessaires pour appeler à cette consultation, notamment à cause de sa mauvaise organisation, de l'importante campagne de communication du gouvernement pour défendre sa décision et du faible travail politique de diffusion de l'initiative Yasuní-ITT au sein de la population équatorienne avant la décision du président Correa.

28 Koldo Unceta, « Poscrecimiento, desmercantilización y “buen vivir” », Nueva Sociedad, n° 252, juillet-août 2014, p. 139.

Pour citer cet article

Référence papier

Matthieu Le Quang, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 130 | 2016, 105-121.

Référence électronique

Matthieu Le Quang, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique [En ligne], 130 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 06 juillet 2017. URL : <http://chrhc.revues.org/4998>

Auteur

Matthieu Le Quang

Doctorant en science politique à l'Université Paris 7